

Le département du Nord, fort de ses 2 millions et demi d'habitants, est le département le plus peuplé de France. C'est aussi un département qui a été fortement marqué par la crise industrielle mais qui a depuis une vingtaine d'années réussi à relever la tête et à montrer aux yeux de tous son infinie richesse. Pourtant, les séquelles de la crise perdurent encore aujourd'hui et augmentent significativement à mesure que les politiques sociales et familiales ne sont plus une priorité pour nos dirigeants. Ainsi, c'est dans le Nord que les effets de la crise économique sont les plus visibles : le taux de chômage est nettement supérieur à la moyenne nationale et la précarité augmente, qu'il s'agisse de l'emploi, du logement ou de la santé. L'espérance de vie y est aussi plus faible en raison des conditions de vie et d'un accès inégal aux soins.

MANIFESTE

DES CENTRES SOCIAUX DU NORD CONTRE LA POLITIQUE DE L'INDIGNITE !

MANIFESTEZ VOUS !
LE SAMEDI 21 MAI 2011 à 14H00
Manifestation historique de la Porte de Paris, à Lille jusqu'à la Préfecture du Nord – Pas de Calais.

Les habitants acteurs des politiques sociales

140 centres sociaux sont implantés dans le département pour faire rempart au glissement des habitants les plus fragiles dans l'exclusion et l'extrême précarité, tout en préservant la possibilité d'une mixité sociale essentielle à la cohésion sociale. *Nous, les représentants des centres sociaux du Nord – usagers, administrateurs, bénévoles et salariés – nous nous battons quotidiennement pour le respect de la dignité humaine et pour plus de solidarité, pour que chacun accède à ses droits et puisse voir ses qualités reconnues, quel que soit son genre, son âge, son origine ou encore son histoire. Pour cela, nos projets de centres sont construits pour et par les habitants, dans un respect et une écoute commune et sous le mode de la démocratie participative.*

Les centres sociaux mis en danger

Pour pouvoir perpétuer ses valeurs et actions, les centres sociaux comptent sur le soutien financier, technique et politique des Caisses d'Allocations Familiales (CAF) qui ont toujours su être à l'écoute et répondre aux spécificités des différents territoires du Nord. En effet, les problématiques auxquelles doivent faire face les habitants de Roubaix ne sont pas les mêmes qu'à Dunkerque, à Valenciennes ou à Fourmies. Par conséquent, 8 CAF sont implantées dans différents territoires du département pour qu'une politique sociale de proximité et sur mesure soit mise en œuvre. Or, l'Etat, dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP) souhaite qu'une seule CAF gère toutes les spécificités du Nord, ce qui risque d'induire une uniformisation de la politique sociale, la fin d'un travail coopératif entre les CAF et les centres sociaux et une baisse importante des moyens financiers qui sont déjà réduits à peau de chagrin !

Nous subissons depuis des années le désengagement financier de l'Etat et nous avons ainsi de plus en plus de difficultés à répondre à nos missions tandis que la pauvreté dans le département augmente ! Nous sommes de plus en plus contraints de mettre en place des actions avec des moyens de plus en plus limités !

Un Etat paradoxal : De la RGPP soit disant orientée vers l'amélioration des services à l'utilisateur à la réduction aveugle des moyens dédiés aux habitants les plus précarisés

Nous constatons que l'Etat délaisse de plus en plus les territoires fragilisés et ses acteurs associatifs : Division par deux des financements des postes FONJEP, division par deux des financements d'Etat du dispositif « Quartiers d'été », réduction rapide des fonds CUCS. Par ailleurs, le développement insidieux du mode de financement des centres sociaux par « appels d'offre » fait que les actions menées dans nos équipements ne sont plus l'émanation des habitants mais d'institutionnels éloignés du terrain ! L'obligation de démultiplier les sources de financements pour survivre fait que nous passons plus de temps à remplir des dossiers de demande de subventions qu'à répondre aux besoins de nos usagers ! Et Maintenant l'Etat voudrait contraindre encore plus la mise en œuvre de politiques sociales et familiales de proximité déjà fragilisées ?

Les centres sociaux et les habitants en colère !

Nous, les représentants des centres sociaux du Nord – usagers, administrateurs, bénévoles, salariés – sommes résolument engagés dans une démarche d'Education Populaire et sommes déterminés à défendre la dimension citoyenne du projet centre social indispensable à la vie en société ! Nous rejoignons en cela le récent rapport du médiateur de la République. Jean-Paul Delevoye y affirme : « Il nous faut retrouver le sens de la responsabilité et de l'intérêt général. Les français sont en train d'implorer sous une pression trop forte, un trop mal vivre ensemble dans la vie de tous les jours et au travail. Ils souhaitent que l'administration s'occupe d'eux comme des personnes et non comme des dossiers ».

Avec beaucoup d'autres nous constatons au quotidien sur le terrain les méfaits des politiques antisociales, à observer les effets du chômage dans les familles, à voir les conséquences de l'illettrisme et de l'inégal accès aux soins en termes de dignité humaine, nous demandons à l'Etat :

- Que la CAF du Nord puisse développer un mode de gestion très décentralisé de ses politiques d'action sociale et familiale à partir de Commissions Territoriales dotées d'un réel pouvoir politique, technique et financier,
- D'augmenter très significativement son soutien financier à l'action sociale et familiale collective de la future CAF du Nord en territoire,
- Que le montant des financements des postes FONJEP soit doublé et non pas divisé par deux, afin d'assurer leur véritable rôle de soutien à l'emploi associatif,
- Que les financements d'Etat dédiés au dispositif « Quartiers d'été », existant depuis maintenant 20 années soient maintenus. Ce dispositif propre à la Région Nord – Pas de Calais et piloté par le Conseil Régional a montré toute son efficacité,
- Que les financements CUCS, indispensables aux territoires déjà très fragilisés, soient maintenus.

L'existence d'un centre social, dans la proximité avec les habitants, est la garantie du maintien d'une vie sociale riche et diversifiée. Nous appelons nos usagers, nos partenaires, celles et ceux qui soutiennent cette action à signer cet appel et à nous rejoindre le samedi 21 mai pour défendre les valeurs qui animent notre réseau : Dignité Humaine, Démocratie, Solidarité !

RETROUVEZ ET SIGNEZ LE MANIFESTE

En ligne :

<http://www.fd59-centres-sociaux.org>

<http://www.petitionpublique.fr/PeticaoListaSignatarios.aspx?pi=P2011N9046>



Centres-Sociaux Nord

MANIFESTE

DES CENTRES SOCIAUX DU NORD
CONTRE LA POLITIQUE
DE L'INDIGNITE !

SIGNATURES

PRENOM	NOM	SIGNATURE